

au sort de l'agriculture. Il semble que notre principal souci soit la perpétuelle diminution des revenus agricoles nets et la non moins perpétuelle augmentation des prix de revient. Encore une fois, nous sentons planer la menace d'un rétrécissement des marges bénéficiaires.

Je n'ai jamais été de ceux qui adoptent une attitude négative à la Chambre dans quelque débat que ce soit, et surtout dans le domaine de l'agriculture. Nous nous devons d'examiner le problème de la baisse des revenus agricoles, qui porte de graves conséquences pour l'immédiat et les jours qui viennent. D'après les renseignements et les chiffres disponibles, la situation est grave. J'ai ici des chiffres que j'ai obtenus récemment au comité permanent de l'agriculture. Ils ont trait à la situation agricole au Manitoba. Qu'on me permette d'en citer quelques-uns. En 1968, les revenus monétaires agricoles s'élevaient à \$364,816,000 et à \$351,941,000 en 1969. En 1970 ces revenus sont tombés à \$341,957,000. Voyons maintenant les revenus agricoles nets. Ce sont eux qui sont en cause dans le débat actuel. En 1968, les revenus agricoles nets au Manitoba étaient de \$162,666,000. En 1969, ils avaient baissé à \$117,090,000 et en 1970—écoutez-moi bien—ils avaient encore baissé à \$78,631,000, soit une chute de plus de 100 p. 100 en trois ans. Je n'ai pas les chiffres pour la Saskatchewan sous la main; j'ai posé la question à l'un des experts qui a comparu devant le comité; il m'a répondu que le revenu agricole net en Saskatchewan avait baissé de 200 millions de dollars l'an dernier.

Si on remonte à la période de 1962-1963, quand nous avons mis au point des politiques destinées à acheminer les céréales de l'Ouest vers les marchés mondiaux, on constate que les céréaliculteurs de la Saskatchewan comme tous les céréaliculteurs des Prairies en général, jouissaient d'un revenu net moyen d'environ \$4,800. L'année dernière, d'après les chiffres que j'ai eus, le revenu net de nos céréaliculteurs était tombé à près de \$1,000 pour chaque ferme. Ce qui signifie, bien entendu, que certains céréaliculteurs ont gagné plus que cela; néanmoins, bon nombre n'ont pas pu réaliser le moindre revenu net. C'est précisément pourquoi nous ne pouvons faire autrement que d'appuyer chaleureusement ce plaidoyer en faveur d'un investissement immédiat de 100 millions de dollars dans l'économie agricole.

Nous avons connu une urgence semblable tout juste avant l'accession au pouvoir, en 1957, du parti auquel j'appartiens. L'agriculture posait alors un problème très grave. Toutes sortes de grains encombraient éleveurs, patinoires, entrepôts de cultivateurs, terminus, et ainsi de suite. Comme nous n'en vendions pas assez, le cultivateur se trouvait coincé par les coûts et les prix. Nous avons fait face à cette urgence par des moyens semblables à ceux qu'on propose maintenant. Nous avons investi 45 millions de dollars dans l'économie agricole. Une autre urgence temporaire s'est produite en 1959, et encore une fois nous avons versé 43 millions de dollars à ce secteur. La chose s'est reproduite en 1961, à l'occasion d'une période de sécheresse, et il y a eu un nouvel investissement de 45 millions pour permettre aux cultivateurs de franchir cette période tandis que le gouvernement travaillait à mettre au point des politiques à long terme sur le commerce extérieur et la vente des céréales.

Nous avons conclu des accords commerciaux sur les textiles avec des pays comme le Japon, et avec d'autres pays, la Pologne, la Tchécoslovaquie et des pays de l'Amérique du Sud. Nous avons vendu du blé à la Chine en

1961 à des conditions de crédit à long terme, et la situation économique de l'agriculture est redevenue viable. Les gouvernements libéraux ont appliqué ces politiques pendant plusieurs années et ont suivi le courant économique qui s'était créé sans qu'ils mettent au point de nouvelles politiques.

Ensuite, l'Accord international sur le blé s'est effondré en 1968; en fait, on avait prévu cet effondrement dès le printemps de 1967, alors qu'il était entendu qu'un nouvel accord sur les grains serait négocié le 1^{er} juillet 1968. Cet arrangement n'a jamais pris forme. A ce propos, je voudrais citer d'autres chiffres et données statistiques qui ont été présentés ce matin au comité permanent de l'agriculture. Ils se rapportent à la valeur globale de toutes les ventes et remontent à 1949-1950. A partir de 1949, les ventes se sont avérées progressivement meilleures jusqu'en 1952-1953. Après cette année-là, selon les chiffres, elles ont baissé jusqu'en 1956. On a enregistré une légère hausse au cours de la période 1960-1961 alors que mon parti était au pouvoir et que les ventes commençaient à s'améliorer. En 1960-1961, ces politiques commerciales que nous avons instituées ont fait passer les revenus, pour toutes les ventes de grains, à \$708,570,000. Elles n'ont cessé de s'accroître jusqu'en 1966-1967, année où elles atteignirent le montant de \$1,353,172,000. Puis, ce fut le déclin et en 1968-1970, ces valeurs marchandes étaient tombées à \$855,210,000.

Ces chiffres corroborent ce que je viens de dire. Le revenu agricole brut et plus particulièrement le revenu agricole net, ont baissé. Le tableau va s'assombrir encore car, par suite du programme LIFT, l'an dernier, les cultivateurs ont été obligés de réduire leurs emblavures de 12 millions d'acres. Si l'on accepte comme chiffre nominal, disons, 30 boisseaux de grain à l'acre, et si l'on considère les terres soustraites à la production, on s'aperçoit qu'on aurait pu produire 360 millions de boisseaux de grains de plus. Si l'on avait vendu ce grain à \$1.50 le boisseau, prix minimum, l'économie agricole aurait reçu plus d'un demi-milliard de dollars. Mais tel n'a pas été le cas.

Aucun député, je crois, ne pourra jamais dire que nous avons jeté du grain à la mer ou que nous avons été forcés de le vendre au rabais. C'est là, semble-t-il, que notre mère la Nature entre en scène, car la situation a changé dans d'autres parties du monde, avec le résultat que nous pouvons maintenant trouver des marchés pour notre grain. Quoi qu'il en soit, le revenu qu'on aurait pu tirer des ventes de céréales dans l'Ouest du Canada se trouve réduit d'un demi-milliard de dollars, et cette somme est perdue à tout jamais. Face à des urgences, il n'est que raisonnable de prendre des mesures comme celles qu'on a proposées cet après-midi et d'injecter 100 millions de dollars dans l'économie agricole. Ensuite, il faudrait élaborer une politique agricole d'ensemble, apte à rendre notre agriculture viable et à donner espoir à nos cultivateurs. Nous devons rendre attrayant l'avenir de l'agriculture.

Dans cette perspective, j'aimerais faire part de quelques faits à la Chambre. D'abord, en quoi consiste le problème? La politique agricole du Canada doit se préoccuper du relèvement de cette industrie. La politique économique du Canada vise cinq objectifs: le plein emploi, une grande expansion de l'économie, des prix raisonnablement stables, une balance viable des paiements et une